

**DELEGATION DE Madame Sonia DUBOURG-LAVROFF**

**D-2013/424**

**Association Maison de l'Europe Bordeaux Aquitaine.  
Subvention 2013 de fonctionnement et mise à disposition de locaux. Autorisation. Décision.**

Madame Sonia DUBOURG-LAVROFF, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Comme vous le savez, la Maison de l'Europe Bordeaux-Aquitaine (MEBA) a été inaugurée en décembre 2009. Elle répond depuis lors à ses objectifs de rapprochement de l'Europe des citoyens, de renforcement du sentiment de citoyenneté européenne, et d'appropriation des valeurs attachées à celle-ci.

Le soutien que lui apportent les collectivités locales, et la Mairie de Bordeaux en particulier, est essentiel pour concrétiser cette ambition.

En 2012, l'activité de la Maison de l'Europe Bordeaux – Aquitaine s'est essentiellement structurée autour de :

**1- La MEBA lieu de rencontre**

La MEBA est un lieu privilégié d'information, d'actions à destination de toute personne intéressée par la construction européenne (un pays à l'honneur chaque mois, de nombreuses conférences débats).

**2 - La MEBA ateliers découverte/formations**

La MEBA souhaite également, en synergie avec ses partenaires, fédérer les acteurs européens et leurs différentes initiatives, à Bordeaux et en Aquitaine, afin de renforcer leur efficacité. La MEBA propose également des animations à destination d'un public varié : enfants, lycéens, seniors (ateliers théâtre, ateliers cuisine, voyages de groupe sont proposés tout au long de l'année).

**3 – La MEBA Infos, Orientations, Aide à projet**

Accréditée pour l'envoi et l'accueil pour le Service de Volontaire Européen (SVE), la MEBA est un lieu d'orientation et de préparation de cette expérience de mobilité européenne. Soucieuse de venir en soutien aux acteurs du milieu socio-économique aquitain dans leur recherche d'informations et le développement de leur connaissance des rouages européens, la MEBA participe, tout au long de l'année, à de nombreuses conférences et salons.

**En 2013, Bordeaux a fêté l'Europe du 1er au 15 mai.** A cette occasion, la MEBA a coordonné un programme complet d'activités. Le traditionnel village européen a réuni un large public autour d'une trentaine d'associations et d'animations, des conférences-débats et divers rendez-vous ont montré le dynamisme de la MEBA.

Compte-tenu des missions favorisant le débat européen dans un lieu d'expression plurielle et non partisane, et du bilan positif de l'action de la MEBA, il est proposé que la Ville renouvelle son soutien à cette structure à hauteur de 66 000 euros pour l'année 2013.

**Sont annexés à ce rapport 2 projets de convention :**

- l'une précisant les modalités d'attribution de cette subvention de fonctionnement ;
- l'autre portant sur la mise à disposition des locaux.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- Autoriser sur le budget 2013, le versement à l'association Maison de l'Europe Bordeaux-Aquitaine d'une subvention de soixante six mille (66 000) euros pour l'année 2013, selon les modalités fixées par la convention de partenariat jointe ;
- Autoriser M. le Maire à signer les 2 conventions ci-dessus mentionnées.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

**MME DUBOURG-LAVROFF. -**

Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, la Maison de l'Europe Bordeaux Aquitaine a été créée au cours de l'année 2009. Elle est devenue un lieu tout à fait incontournable de la dynamique européenne à Bordeaux et dans la Région Aquitaine.

Si l'on devait tirer un bilan et des perspectives pour cette Maison de l'Europe nous dirions d'abord qu'elle a rempli les missions qui lui ont été accordées et octroyées, en particulier :

- dans la politique de sensibilisation et de formation sur l'Europe avec une diversification importante de l'offre de formation faite par la Maison de l'Europe,

- dans la proposition d'ateliers à l'intention de jeunes enfants, jusqu'à des ateliers pour des publics d'adolescents ou d'adultes, par exemple pour les bénéficiaires du service volontaire européen, ou depuis peu à l'égard du monde de l'entreprise.

La deuxième dimension est la politique d'animations européennes au niveau local avec de nombreux événements qui sont organisés très régulièrement à la Maison de l'Europe, en particulier des soirées thématiques qui sont évidemment gratuites et ouvertes à tous, en la présence de l'ambassadeur ou du consul général, et qui concernent chacun des pays européens successivement chaque mois, sauf au mois de mai consacré davantage à la Fête de l'Europe.

Il y a également des petits déjeuners économiques, des ateliers découverte, des expositions, etc.

Le troisième volet de cette politique d'animations européennes de la Maison de l'Europe est celui de labellisation et d'accompagnement de projets européens. C'est une dimension particulièrement importante qui devra être davantage développée, en particulier avec la création d'un certain nombre de prix européens qui pourront consacrer à la fois de jeunes musiciens, la recherche européenne - on a déjà contribué à la publication pour des étudiants en master ou en doctorat de documents qu'ils avaient rédigés - ou également le Prix de la Collectivité Européenne de l'Année.

Cette année au plan littéraire nous avons contribué au couronnement d'un écrivain écossais, M. John Burnside.

Le point focal d'une année de la Maison de l'Europe c'est évidemment la Fête de l'Europe qui fait partie de ses obligations statutaires.

Cette année on peut citer un certain nombre d'innovations qui ont été appliquées à cette Fête de l'Europe. Elle a été plus étendue dans le temps puisqu'elle a duré 2 semaines.

Le village européen lui-même est extrêmement actif. Il a regroupé un nombre de personnes important. Il a été mené durant 2 jours sur nos magnifiques quais.

La Fête a été très mobilisatrice. Elle a également été décentralisée puisque la Maison de l'Europe, bien entendu, doit irriguer et irradier sur l'ensemble du territoire aquitain ;

La politique et la stratégie de communication de la Maison de l'Europe ont elles-mêmes donné lieu à de nombreux moments de communication qui marquent et développent cette dynamique européenne.

Mais l'Europe des citoyens que la Maison de l'Europe Bordeaux Aquitaine incarne c'est aussi le grand rendez-vous électoral du 25 mai prochain. Ces élections européennes devront bien entendu favoriser l'engagement des citoyens d'abord à s'inscrire sur les listes électorales et ensuite à voter. Elles devront donc être soutenues par tous les acteurs favorables à la construction européenne. Le réseau français des Maisons de l'Europe sera particulièrement mobilisé là-dessus.

Je signalerai à cet égard un événement le 5 octobre prochain qui va être organisé avec le mouvement européen.

Pour terminer, Mesdames, Messieurs, sont annexés à ce rapport 2 projets de convention :

L'un précisant les modalités d'attribution de cette subvention de fonctionnement ;

L'autre portant sur la mise à disposition de locaux.

En conséquence nous vous demandons de bien vouloir autoriser sur le budget 2013 le versement à l'association d'une subvention de 66.000 euros.

**M. LE MAIRE.** -

On est bien informé sur l'Europe.

Est-ce qu'il y a des demandes de parole là-dessus ?

Pas de problèmes ?

Pas d'oppositions ?

Pas d'abstentions ?

Merci.



**CONVENTION DE PARTENARIAT  
ENTRE LA VILLE DE BORDEAUX ET  
L'ASSOCIATION "MAISON DE L'EUROPE BORDEAUX-AQUITAINE"**

La VILLE de BORDEAUX, représentée par Monsieur Alain JUPPE, agissant en sa qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal de ladite Ville en date du 15 juillet 2013 reçue à la Préfecture de la Gironde le.....

Ci-après dénommée "la Ville"

D'une part,

Et

L'Association MAISON DE L'EUROPE BORDEAUX-AQUITAINE, représentée par M. Antoine GODBERT, agissant en sa qualité de Président, habilité aux fins des présentes par les statuts déposés en préfecture le 16 juillet 2009.

Ci-après dénommée "l'Association"

D'autre part,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : ACTIVITÉS ET PROJETS DE L'ASSOCIATION**

La Ville de Bordeaux a décidé de soutenir l'association "Maison de l'Europe de Bordeaux-Aquitaine" (MEBA) dans la réalisation de ses missions d'information et de communication sur l'Europe et ses enjeux, d'animation et de fédération d'initiatives européennes prises sur le territoire bordelais et aquitain et/ou bénéfiques pour ce dernier, d'assistance aux porteurs de projets locaux à tonalité européenne, ainsi que de montage de projets et de mise en synergie de partenariats servant les thématiques européennes dans le cadre des objectifs du territoire bordelais et aquitain et de l'intérêt général.

Ces missions s'inscrivent dans la perspective de construire l'unité de l'Europe en contribuant à une meilleure compréhension des institutions européennes par les citoyens et des fondements de l'Europe, ainsi qu'une meilleure connaissance des citoyens européens entre eux, de renforcer le sentiment d'appartenance de ces citoyens à une communauté européenne, de participer ainsi à la réflexion et à l'épanouissement de la citoyenneté européenne, et enfin de participer au rayonnement européen de Bordeaux, du département et de la région Aquitaine ainsi qu'à la mise en valeur des territoires bordelais et aquitain.

## **ARTICLE 2 : MISE À DISPOSITION DE MOYENS**

Afin de soutenir la réalisation de cet objectif, la Ville s'engage à verser à l'Association une subvention de 66.000 euros au titre de l'année 2013, soumis à la remise :

- d'un rapport d'activités chiffré,
- d'un rapport financier avec justificatifs (dont les flux).

Par ailleurs, la Ville de Bordeaux met à disposition de l'association un local équipé situé : 1, place Jean Jaurès, conformément à la convention de mise à disposition passée entre la Ville et l'Association.

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS GÉNÉRALES**

L'Association s'engage :

- à pratiquer une liberté d'adhésion et d'éligibilité de l'ensemble de ses membres à ses instances dirigeantes ;
- à déclarer, sous 3 mois, à la Ville, tous changements intervenus dans son Conseil d'Administration ;
- à rappeler sur l'ensemble de ses outils d'information ou de communication et sur les supports qu'elle estimera les plus adaptés, l'aide que lui apporte la Ville, notamment sous la forme et la présence du logo municipal.

## **ARTICLE 4 : CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXERCICE**

L'Association s'engage à :

- apporter un appui au montage de projets européens de la Ville et effectuer les recherches nécessaires sur les programmes pouvant intéresser celle-ci ;
- communiquer sur les actions menées conjointement avec la Ville de Bordeaux tant sur les supports municipaux que sur tout autre type de support
- assurer l'interface entre les instances européennes et la Ville de Bordeaux en tant que de besoin

## **ARTICLE 5 : CONTRÔLE DE LA VILLE SUR L'ASSOCIATION**

Conformément à l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'Association s'engage à communiquer aux fins de vérification par des délégués mandatés par le Maire :

- une copie détaillée et certifiée de son budget au 1<sup>er</sup> novembre de l'année en cours
- une copie certifiée de ses comptes (bilans et compte de résultat) pour l'exercice écoulé (la certification doit se conformer aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment les décrets du 27/03/1993 et 01/03/1984).

**ARTICLE 6 : DURÉE DE VALIDITÉ**

La présente convention, qui s'achèvera le 31 décembre 2013 ne donnera lieu à aucun renouvellement automatique.

Seule une nouvelle convention signée par les deux parties serait de nature à prolonger dans le temps les effets de cette convention.

**ARTICLE 7 : COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE**

Tous les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des présentes seront soumis, en tant que de besoin, aux juridictions compétentes siégeant à Bordeaux.

**ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile :

- pour la Ville de Bordeaux, en l'Hôtel de Ville
- pour l'Association, 1 place Jean Jaurès, 33000 Bordeaux

Fait à Bordeaux en 4 exemplaires, le .....

**Pour la Ville de Bordeaux,  
Le Maire**

**Alain JUPPÉ**

**Pour l'Association,  
Le Président**

**Antoine GODBERT**





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX  
ENTRE LA VILLE DE BORDEAUX ET L'ASSOCIATION  
« MAISON DE L'EUROPE BORDEAUX-AQUITAINE »**

**LES SOUSSIGNÉS**

La VILLE de BORDEAUX, représentée par Monsieur Alain JUPPE, agissant en sa qualité de Maire, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal de ladite Ville en date du 15 juillet 2013 reçue à la Préfecture de la Gironde le .....  
Ci-après dénommée "la Ville"

***D'UNE PART,***

***ET***

L'Association « Maison de l'Europe de Bordeaux-Aquitaine », représentée par Monsieur Antoine GODBERT, agissant en sa qualité de Président, habilité aux fins des présentes par les statuts déposés en Préfecture le 16 juillet 2009  
Ci-après dénommée « l'association »

***D'AUTRE PART,***

**EXPOSE**

Par convention en date du 20 décembre 2010, la Ville de Bordeaux a mis à la disposition de la Maison de l'Europe de Bordeaux-Aquitaine des locaux situés 1 place Jean Jaurés, en cours d'acquisition par la Ville, afin de les utiliser comme bureaux administratifs, lieu d'accueil, d'information et d'animation dans le cadre de ses activités.

Ce document étant arrivé à échéance et sans attendre le transfert de propriété, il est convenu de le renouveler dans les mêmes conditions et ce parallèlement à la convention de partenariat.

Tel est l'objet des présentes.

**CES FAITS EXPOSES IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET**

La Ville de BORDEAUX met à la disposition de l'Association, un local de 326 m<sup>2</sup> formant les lots de copropriété 5.15 et 19, situé en rez-de-chaussée et en entresol de l'immeuble 1 place Jean Jaurès angle cours du Chapeau Rouge ainsi que la cave correspondant à ce local.

### **ARTICLE 2 - ÉTAT DES LIEUX**

L'Association prendra le bien mis à disposition en l'état où il se trouve actuellement, sans pouvoir élever aucune protestation ni réclamer aucune indemnité, soit pour vices cachés, mauvais état ou défaut d'entretien des constructions, soit encore pour quelque cause que ce puisse être.

L'état des lieux dressé contradictoirement entre les parties à la remise des clés du local en 2009 restera annexé aux présentes.

### **ARTICLE 3 – MATERIEL ET MOBILIER**

Le matériel et le mobilier sont mis à disposition par la Ville à titre gratuit, à charge pour l'association de veiller à leur entretien, leur conservation et leur renouvellement.

Un inventaire du matériel et du mobilier a été dressé entre les parties en 2009 à la remise des clés des locaux.

L'association sera tenue aux obligations du dépositaire du matériel issues des articles 1927 et suivants du code civil.

L'association s'engage à intégrer dans ses recettes la valorisation des matériels et mobiliers mis à disposition ainsi que les prestations de maintenance qui sont effectuées par la Ville. Pour ce faire, la Ville fournira à l'association tous les éléments nécessaires.

### **ARTICLE 4 – INFORMATIQUE ET TELECOMS**

La Ville met à disposition, à titre gratuit, des ressources informatiques et télécoms, locales et centralisées comprenant notamment :

- des ordinateurs équipés d'un « Master mairie » (5 postes en accès public et 5 postes pour le personnel permanent et les bénévoles dont 1 ordinateur portable)
- des dispositifs d'impression (1 imprimante)
- des équipements réseaux (switch, routeur, wifi, onduleur)
- un espace partagé de stockage de données « Maison de l'Europe Bordeaux aquitaine » sauvegardé
- l'accès internet ; des comptes de messagerie professionnelle ;
- un autocom, les accès opérateurs comprenant une tranche SDA de 10 numéros ;
- les postes de téléphone (un poste numérique dédié à l'accueil et des postes analogiques)

Un inventaire complet sera dressé entre les parties à la remise des clés des locaux et restera annexé aux présentes.

La Ville acquittera tous les frais d'abonnements téléphoniques et de connexion au réseau. L'association remboursera à la Ville, chaque année, l'ensemble de ces frais sur présentation d'un mémoire établi par les services municipaux.

Une assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction Générale de l'Innovation numérique et des systèmes d'information de la Ville sur les domaines informatiques et télécoms à titre gratuit.

#### ***ARTICLE 4.1 – CONDITIONS D'UTILISATION***

La maintenance technique du matériel informatique et télécom ainsi que le support sera assuré par la Ville à titre gratuit. Le service support de la Direction Générale de l'Innovation numérique et des systèmes d'information de la Ville est disponible aux numéros suivants de 8H30 à 18H00 les jours ouvrés :

- informatique : 05.56.10.26.99
- télécoms : 05.56.10.22.99

En cas de panne ou de détérioration accidentelle non volontaire, la Ville prendra en charge le renouvellement du matériel.

Toute modification du matériel, des logiciels ou des connexions doit faire l'objet d'une demande expresse auprès de la Direction Générale de l'Innovation numérique et des systèmes d'information de la Ville de Bordeaux.

Tout utilisateur d'un ordinateur mis à disposition par la Ville s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, les informations de connexion qui lui auront été communiquées par la Ville, il est tenu au respect de la charte de bon usage des outils informatiques applicable. Disponible sous IRIS, elle est réputée connue et opposable à chaque utilisateur. Plus largement, chaque utilisateur est soumis au respect des lois et des réglementations en vigueur, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'Internet (traçabilité, filtrage URL....).

La Direction Générale de l'Innovation numérique et des systèmes d'information de la Ville, en sa qualité d'administrateur système d'information de la Ville de Bordeaux, se réserve la possibilité d'effectuer des audits de la configuration objet de la convention ou de prendre sans préavis toute mesure conforme à l'application de sa politique de sécurité.

#### ***ARTICLE 5 - AFFECTATION***

Le local est affecté uniquement aux besoins de l'association tels que définis dans ses statuts. Il est bien entendu que cette affectation ne pourra être modifiée sans le consentement préalable et écrit de la Ville.

Dans le cadre de ses activités, l'association pourra accueillir, sous sa responsabilité et dans les conditions prévues dans la présente convention, d'autres associations ou utilisateurs, après accord exprès et écrit de la Ville.

Ces utilisations seront formalisées par un échange de courrier entre l'association et la Ville. L'association conviendra des modalités d'occupation des lieux avec les autres utilisateurs sans toutefois prétendre en contrepartie au paiement d'un loyer.

#### ***ARTICLE 6 - CHARGE DES TRAVAUX, DE REPARATION ET D'ENTRETIEN***

Tous les travaux qui auraient pour but d'assurer à l'association un usage plus conforme à sa convenance, mais toujours dans le respect de l'affectation prévue à l'article 5 ci-dessus, resteront à sa charge exclusive.

Ces aménagements ou modifications devront recevoir l'accord préalable et écrit de la Ville et devront être également réalisés suivant les règles de l'art et exécutés sous le contrôle des Services Techniques de la Ville de Bordeaux. En aucune manière, ces aménagements ne devront compromettre la solidité de l'immeuble.

De manière générale, l'association devra faire exécuter en temps opportun et à ses frais exclusifs toutes les réparations locatives ou de menu entretien, la ville n'ayant à sa charge que les travaux de clos, de couvert et de grosses réparations.

De plus, l'association devra entretenir et nettoyer les locaux, objet des présentes, et les abords immédiats de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

L'association acquittera également tous les frais de consommation et d'abonnement aux fluides (eau, gaz, électricité et de chauffage), mais également tout impôt, taxe et contribution de toute nature que la loi met à la charge des occupants. S'agissant de locaux en copropriété, l'association sera redevable des charges locatives répercutables.

#### **ARTICLE 7 - ASSURANCES**

L'association s'engage à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de ses activités, notamment par la possession ou l'exploitation de ses équipements propres, et de sa présence dans les locaux mis à sa disposition dans tous les cas où elle serait recherchée:

- à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non aux précédentes, causés aux tiers ou aux personnes se trouvant dans les locaux,
- à la suite de tous dommages, y compris les actes de vandalisme causés aux biens confiés aux bâtiments, aux installations générales et à tous bien mis à disposition appartenant à la Ville.

A ce titre, l'occupant devra souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable une police destinée à garantir sa responsabilité, notamment vis à vis des biens confiés, y compris les risques locatifs et le recours des voisins et des tiers.

Cette police devra prévoir:

##### 1 pour la garantie responsabilité civile vis à vis des tiers :

- une garantie à concurrence de 7 623 000 Euros par sinistre et par an pour les dommages corporels,
- une garantie à concurrence de 1 525 000 Euros par sinistre pour les dommages matériels et immatériels consécutifs,

##### 2 pour la garantie Responsabilité Civile vis à vis de la Ville de Bordeaux, y compris les risques locatifs :

- une garantie à concurrence de 531 000 Euros par sinistre pour les risques incendie, explosions, dégâts des eaux,
- pour leur part, la Ville et ses assureurs subrogés renoncent à recours contre l'occupant au-delà de ces sommes.

L'association souscrira pour ses biens propres toutes les garanties qu'elle jugera utiles et avec ses assureurs subrogés elle renonce à tous recours qu'ils seraient fondés à exercer contre la ville pour tous les dommages subis.

Elle devra remettre à la Ville copie de sa police d'assurance en cours y compris celle des avenants éventuels, et de l'attestation qui lui sera délivrée par son assureur.

La Ville, de son côté, fera son affaire personnelle des assurances garantissant les dommages matériels aux biens mis à disposition dont elle-même ou ses préposés seraient responsables et des dommages occasionnés aux tiers qui lui seraient imputables.

#### **ARTICLE 8- SECURITE-**

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions suivantes :

L'association supportera financièrement toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de tous ceux qui seront appelés à fréquenter les lieux, ou simplement à y pénétrer pour quelque motif que ce puisse être, de telle manière que la responsabilité de la Ville de BORDEAUX ne puisse en aucun cas être recherchée à ce titre.

Elle devra, notamment, respecter les dispositions générales applicables en matière de sécurité dans les établissements recevant du public et devra prendre toutes les dispositions pour que la sécurité des personnes soit assurée en toutes circonstances. L'association devra veiller en outre à ce que les effectifs admissibles soient compatibles avec la largeur et le nombre des issues dont dispose l'immeuble.

L'association s'engage à faire respecter l'interdiction de fumer qui est générale dans les locaux.

Tous les travaux de mise en conformité ou autres rendus nécessaires de part leur activité, seront à la charge de l'association et devront recueillir, avant tout commencement d'exécution, l'avis de la Commission de Sécurité et d'accessibilité, ainsi que l'accord de la Ville.

Pour ce faire, l'association devra établir, conformément aux articles R.123-22 à R.123-26 du Code de la Construction et de l'Habitation, un dossier constitué de plans, d'une notice de sécurité et d'une notice d'accessibilité qui devra être déposé au Secrétariat de la Commission - 3 place Rohan à BORDEAUX.

Le Président, en tant que responsable en matière de sécurité des locaux, devra tenir à jour le registre de sécurité qui lui sera remis par la Ville dès la signature de la présente convention.

La Ville aura à sa charge tous les travaux de sécurité ainsi que les contrôles techniques et visites périodiques auprès d'organismes agréés, la mise en place et l'entretien des installations techniques des locaux à savoir :- installations électriques- éclairage de sécurité- chauffage- climatisation et ventilation- désenfumage- système détection incendie- alarme- extincteurs .....

Le coût de ces différentes prestations sera répercuté sur l'association annuellement.

#### **ARTICLE 9- REDEVANCE**

Cette mise à disposition est consentie à titre purement gratuit sachant que la valeur locative de cet immeuble est estimée à 43 107 € /an.

#### **ARTICLE 10 – PRISE D’EFFET - DUREE**

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 pour se terminer le 31 décembre 2013 sauf volonté contraire exprimée par l'une ou l'autre des parties, au cours de cette période, par lettre recommandée avec A.R. et avec préavis de 3 mois.

Cependant, ce préavis n'aura pas à être respecté par la Ville si la résiliation de la présente convention à son initiative est motivée par l'intérêt général. La résiliation unilatérale ne donne droit à aucune indemnité d'éviction du fait de la précarité des présentes.

La présente convention étant conclue intuitu personae, elle cesse immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou changement social de l'association.

#### **ARTICLE 11 - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES**

Le Président reconnaît qu'il a une exacte connaissance des stipulations qui précèdent et de leurs conséquences. Il déclare accepter les unes et les autres, sans exception ni réserve et s'oblige à les supporter et respecter.

Toute violation de l'une quelconque des stipulations contenues dans les présentes, entraînera la résiliation immédiate de la présente convention, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels la ville de BORDEAUX pourrait prétendre avoir droit.

#### **ARTICLE 12 - RETOUR A LA VILLE DU BIEN MIS A DISPOSITION**

A l'expiration de la présente convention, le bien mis à disposition sera restitué par l'Association à la Ville de Bordeaux en bon état d'entretien et libre de toute occupation, sans que l'association ne puisse prétendre à aucune indemnité en aucun cas, fût-ce en répétition des sommes dépensées par elle, par ses ayants cause, pour les aménagements et changements de distribution du dit bien quand bien même les travaux exécutés à ces fins lui auraient donné une plus-value quelconque.

Les équipements informatiques et télécoms mis à disposition seront restitués par l'association à la Ville de bordeaux en bon état d'entretien. Toutes les données stockées sur les postes, sur les espaces partagés, dans les boîtes de messagerie ou sur les médias de sauvegarde seront détruites, l'association ayant la responsabilité technique et réglementaire du transfert des données qu'elle souhaite conserver. L'enlèvement des encombrants (mobilier, appareils électriques, informatiques.....) laissés dans les lieux devra être pris en charge par l'association. A défaut, cette prestation fera l'objet d'une facturation par la Ville à l'occupant.

#### **ARTICLE 13 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Les litiges qui pourraient s'élever au titre des présentes entre la Ville et l'Association relèveront des juridictions compétentes siégeant à BORDEAUX.

**ARTICLE 14 - ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties déclarent faire élection de domicile, à savoir :

- Pour la Ville de Bordeaux, en l'Hôtel-de-Ville de BORDEAUX, place Pey Berland
- Pour l'association, au siège social de l'Association situé à Bordeaux, 1 place Jean Jaurès

Fait à BORDEAUX, en quatre exemplaires, le .....

Pour la Ville de Bordeaux  
Le Maire

Pour l'Association  
Le Président

**Alain Juppé**

**Antoine Godbert**